

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

CONSEIL SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE DU BASSIN VERSANT DE LA BRECHE

DEL 2024/05

**MISE A JOUR DES TAUX DE REMBOURSEMENT POUR LES FRAIS DE DEPLACEMENT**

		Nombres de membres	
Date de convocation :	11 janvier 2024	En exercice :	21
Date d'affichage :	11 janvier 2024	Présents :	11
Séance du :	24 janvier 2024	Votants :	12

L'AN DEUX MILLE VINGT-QUATRE, LE VINGT-QUATRE JANVIER A DIX-HUIT HEURES TRENTE, les membres du Conseil syndical du Syndicat mixte du bassin versant de la Brèche, régulièrement convoqués, se sont réunis en séance ordinaire, au domaine de Béthencourt, à Baillevall (Oise).

Membres titulaires présents : Messieurs Jean-Paul BALTZ, Jean-Guy BRUYER, Patrick DAVENNE, Olivier DE BEULE, Jean-Jacques DEGOUY, Olivier FERREIRA, Daniel MASSE, Jean-Claude PELLERIN, Francis THOMAZON.

Membre suppléants présents : Messieurs Thierry BALLINER, Serge LAMBERT.

Membres titulaires absents : Mesdames Chantal BARBAY, Sandrine BOULAS-DRETZ (Pouvoir à Jean-Paul BALTZ), Francine PELTIER, Messieurs Jean-François CROISILLE, Bernard DUBOUIL, Raymond GALLIEGUE, Jean-Pierre GOURDOU, Patrick GUIBON, Jérémy LAGACHE, Francis MENU, Alexandre OUIZILLE, Christophe YSSEMBOURG.

Le quorum étant atteint, le Conseil peut valablement délibérer.

\*\*\*\*\*

À compter du 22 septembre 2023, le taux de remboursement forfaitaire des frais de repas et d'hébergement au profit des agents publics en mission ou en intérim a été revalorisé. Pour les repas, il n'y a pas besoin de délibération, il passe à 20€. Pour les nuitées (chambre + petit-déjeuner), les nouveaux plafonds sont les suivants :

	Base	Grandes villes et communes de la métropole du Grand Paris	Paris
Hébergement	90€	120€	140€

Il s'agit d'un montant plafond, l'agent étant remboursé sur les frais réels.

Vu le décret n° 2019-139 du 26 février 2019 modifiant le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat,

Vu l'arrêté du 26 février 2019 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat,

Vu le décret n°2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics,

Le Conseil syndical, après délibération, **à l'unanimité**,

Fixe l'indemnité de nuitée à 140€ (Paris intra-muros), 120€ (commune du grand Paris ou commune de plus de 200 000 habitants) et 90€ (autres communes), dans la limite du montant effectivement supporté par l'agent, attesté par les justificatifs transmis. La nuitée comprend le prix de la chambre et du petit-déjeuner.

Donne tout pouvoir au Président pour l'exécution de cette décision.

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et an susdits

Certifié exécutoire, compte tenu de la réception  
en sous-préfecture.

Délibération mise en ligne sur le site internet du SMBVB le 25 janvier 2024.